

Social

TOUTES LES URGENCES SATURENT DANS LE NORD/PAS-DE-CALAIS : LE "PARTENARIAT" LENS-BÉTHUNE DÉNONCÉ PAR LES SYNDICALISTES

La CGT pour une véritable politique de santé publique



Isabelle Cnudde, Rodrigue Clairet, Laurent Larroyer, syndicalistes CGT : "nos professions sont au coeur d'enjeux humains.." Photos Liberté 62

TOUTES les urgences saturent dans le Nord/Pas-de-Calais. Armentières en difficulté se tourne vers Béthune... et l'on apprenait en fin de semaine dernière un partenariat entre Lens et Béthune pour faire face à l'arrivée importante de patients aux urgences de Germon-Gautier. Au-delà des phrases toutes faites et de la vacuité du directeur de l'ARH, M. Deroubaix, sur le ton "tout va très bien madame la marquise", les syndicalistes CGT des centres hospitaliers de Lens et de Béthune sont en colère et ils le font savoir. "Le directeur de l'Agence régionale d'hospitalisation, disent-ils, doit venir sur place constater les dégâts occasionnés par une politique d'incurie mise en place depuis des années et aggravée actuellement. Si pour Sarkozy, l'organisation des hôpitaux est la conséquence d'une mauvaise gestion, c'est bien un aveu de faiblesse devant les barrières comptables dressées à l'Hôpital public. Baisser la masse salariale, c'est une fois de plus s'en prendre directement aux personnels et à la pérennité des services. La chaîne des responsabilités est telle que l'échange de personnels entre les deux établissements donne à la réalité un éclairage précis, accepter des urgences de Béthune à Lens ne peut être vu que sous un angle restrictif, humanitaire, afin de ne pas laisser des personnes trois jours durant sur des brancards de 60 cm de largeur. La mutualisation des moyens est le contraire de ce qu'il faut faire car depuis des années les déficits des budgets amènent des restrictions de personnels, la suppression des

personnels contractuels et la diminution du nombre de lits. À force de demander l'impossible aux personnels, un jour ils lâcheront. Comme le plan canicule, un plan hivernal serait un fondement essentiel pour tous les personnels." Le bâtiment Potel (C2) "peu adapté" (le chauffage a été rétabli in extremis) est, donc, utilisé pour ce partenariat sanitaire qui durera jusqu'au 28 février. La direction du centre hospitalier de Lens n'appliquera pas le "Plan blanc"... Isabelle Cnudde et Rodrigue Clairet, respectivement secrétaires des syndicats CGT de Lens et de Béthune sont catégoriques, les logiques comptables, ça ne passe pas. Laurent Larroyer, délégué CHSCT de Béthune, Bernard Bonnières et Bernard Lheureux, syndicalistes CGT de Saint-Venant ne disent pas autre chose.

Motivation

Éviter tout accident est une motivation partagée par les personnels et les syndicalistes mais cela n'est pas acceptable en l'état et pose le problème criant de personnels. On ferme des lits de tous côtés et enlève du personnel aux deux structures est une aberration, une de plus. Cela va aggraver les conditions de travail et ne règle en rien la situation des établissements. Si Béthune manque de lits, c'est bien la conséquence de situations antérieures. Qui privilégie quoi ? Jamais la situation n'a été aussi grave, non seulement, dans les hôpitaux du Nord/Pas-de-Calais mais aussi dans tout le pays. Tous les hôpitaux sont en déficit et cela pèse lourdement sur leur état de marche et surtout sur les patients. La tarification à l'activité (T2A) prime sur tout.

tude pour cela. Ne pas laisser le service public de santé être aspiré dans une phase de régression, c'est une revendication fondamentale. Le sens de la conférence de presse commune à Lens, Béthune et Saint-Venant (psychiatrie) est la preuve d'une mobilisation efficace. Le privé (polyclinique de Divion, gérée par le groupe AHNAC) n'hésite pas à fermer des services pendant les fêtes de fin d'année et 30 lits ont été supprimés durant cette période. Aussi, l'on voit bien que ce qui compte c'est la rentabilité... et paradoxalement c'est la pente dangereuse suivie dans des secteurs entiers de l'hôpital public. C'est la logique de la rationalisation du soin que dénoncent les syndicalistes. La vision au niveau des tutelles consiste en des plans d'économie qui se répercutent sur tous les services. Les budgets pour 2009 sont loin de répondre à la réalité du terrain. Des pans entiers d'activités sont menacés de disparition.

baisse chronique du nombre de lits. "Il y a une trentaine d'années, souligne le syndicaliste, lorsque je suis arrivé dans l'établissement, on notait 450 lits, aujourd'hui, ils dépassent à peine les 200 pour des patients en "prise en charge complète. La nuance de soins de proximité (soins de jour) nécessite des moyens importants." Rapprocher les patients de leur famille est une pratique louable mais faut-il encore se doter de moyens suffisants. L'emploi et la formation sont liés. Là aussi, les budgets des établissements sont déficitaires. On leur impose des économies ! "Quant à l'organisation même de l'EPSM de Saint-Venant, tout est saturé, disent les syndicalistes de la CGT. Par manque de lits, l'orientation des patients se fait au détriment des soins, c'est une revendication fondamentale. La charge de travail augmente (hospitalisation et ambulatoire) et



Les syndicalistes de Saint-Venant sont sur la même position.

La CGT Santé du Pas-de-Calais, ne manque pas d'ambitions pour la santé publique, les personnels, les patients. Sa présence sur le terrain, sa prise en compte des nombreux dossiers, la bataille pour les conditions de travail, sont des données appréciées par les salariés des établissements. L'hôpital public est en danger, en dénonçant toute cette situation, les syndicalistes soulignent un état catastrophique pour tous les hôpitaux, sans exception. Et pourtant, des velléités des tutelles voudraient opposer des établissements entre eux et mettre des niveaux de concurrence entre les structures, ce qui est une totale ineptie alors que le secteur privé s'organise de plus belle et s'insère là où le public lui laisse, par la politique établie au sommet, toute lati-

Baisse de lits à Saint-Venant

Bernard Bonnières, syndicaliste à Saint-Venant, a témoigné, par ailleurs, sur la situation délétère de l'EPSM Val de Lys. Les vœux de ce vendredi 23 janvier ne sont qu'une palinodie pour cacher l'essentiel.

Une des revendications prioritaires qui est ainsi mise en avant est le respect et la dignité du personnel (1300 personnes) et une considération intégrale. Bien sûr, cela passe par les salaires, les horaires de travail, la formation, les congés. Et toutes ces notions sont élémentaires pour les soignants, trop souvent laissés pour compte. La donnée incontournable est la

pose le problème de l'offre des soins adéquats. Par essence, les syndicalistes ont à défendre les personnels mais ils sont obligés, à l'heure actuelle, de défendre aussi les patients. Car ce sont eux qui doivent y trouver toute latitude de se soigner. L'agressivité à l'égard des personnels est en augmentation constante, cela n'est pas acceptable". Pour les syndicalistes CGT de l'hôpital public, seule la mobilisation constante est payante. Pour cela, ils seront dans l'action ce jeudi 29 janvier dans toute la région. L'action rejoint un concept de base, accomplir la mission fondamentale de santé au service des usagers dans l'Hôpital public.

Pierre Pirierros